



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Solidarités - Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du plan gouvernemental dans Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2021 - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan gouvernemental « Logement d'abord » 2018-2022 a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat. La Métropole a été retenue en mars 2018 comme territoire de mise en œuvre accélérée suite à sa réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par le ministère de la Cohésion des territoires.

Une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2022 a été conclue en date du 21 avril 2021 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, déterminant pour 2 ans des priorités communes de travail sous forme d'axes thématiques, ainsi que les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

Dans ce cadre, l'Etat a délégué à la Métropole une enveloppe d'un montant global de 426 000 € au titre de sa contribution pour l'année 2021 à la mise en œuvre des actions du plan. En complément des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole engage ses fonds propres à hauteur de 351 000 €, dont 250 000 € sur le budget du Fonds de Solidarité Logement (FSL) (géré par la Caisse d'Allocation Familiale – CAF), dont la vocation est notamment de financer des mesures d'accompagnement social et la gestion de logements d'insertion au bénéfice de ménages en difficulté, et 101 500 € hors FSL inscrits au budget primitif de la Métropole.

Des premières subventions, sur l'enveloppe réservée par l'Etat, ont déjà été affectées par délibérations du 29 mars 2021 et du 7 juin 2021 à 6 opérateurs (CNRS/Université Paul-Valéry et associations) mettant en œuvre les actions du Logement d'abord, pour un montant de 315 000 €.

Il est proposé d'affecter par la présente délibération les subventions suivantes au bénéfice de quatre autres opérateurs en 2021 du plan métropolitain Logement d'abord :

OPERATEURS	ACTIONS	Crédits Etat support logement d'abord attribués par la Métropole
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Mobilisation du parc privé à vocation sociale	20 000 €
ADAGES/REGAIN	Animation de la plateforme métropolitaine du Logement d'abord pour la participation du public	50 000 €
AGENCE PHARE	Evaluation du Plan Logement d'abord	25 000 €
GESTARE	Fonds de secours pour les travaux	8 500€
TOTAL		103 500 €

Au regard de la contribution 2021 de l'Etat à la réalisation du plan Logement d'abord mentionnée plus haut, un montant de 16 000 € restera à affecter lors d'un prochain Conseil pour le projet « Equipement des logements des personnes en situation de rue/Bail d'abord ».

Il y a lieu, par ailleurs, de renouveler en 2021 les conventions passées avec les associations en charge de l'accompagnement social dans le cadre du dispositif « Bail d'abord » financé par l'Etat sur les crédits IML (gérés et attribués directement par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités –

DDETS) et cofinancé par la Métropole sur les crédits FSL, ainsi que de contractualiser avec un cinquième opérateur, selon la répartition proposée ci-dessous :

OPERATEURS	ACTIONS	ETAT crédits IML attribués directement par la DDETS	Métropole Crédits FSL (gestion CAF)
RESTAURANTS DU CŒUR	Accompagnement des ménages dans le cadre du dispositif « Bail d'abord » - Renouveaulement	60 600 €	42 400 €
GAMMES	Accompagnement des ménages dans le cadre du dispositif « Bail d'abord » - Renouveaulement	60 600 €	42 400 €
L'AVITARELLE	Accompagnement des ménages dans le cadre du dispositif « Bail d'abord » - Renouveaulement	60 600 €	42 400 €
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT/REGAIN	Accompagnement des ménages dans le cadre du dispositif « Bail d'abord » - Renouveaulement	60 600 €	42 400 €
GESTARE	Accompagnement des ménages dans le cadre du dispositif « Bail d'abord » - Nouvel opérateur	60 600 €	42 400 €
TOTAL		311 500 €	212 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 315 500 €, dont 103 500 € de crédits Etat attribués par la Métropole et 212 000 € sur les crédits du FSL métropolitain, sous réserve de la signature des conventions attributives ;
- D'approuver les termes des conventions afférentes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-163784-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- modèle convention accompagnement
- convention PLDA Métropole 2021 avec participation.docx
- projet de convention évaluation du plan
- projet de convention mobilisation du parc privé à vocation sociale
- projet de convention Fonds de secours GESTARE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.